



Appel à Communication



Colloque International

**« L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU
MAROC, LES ENJEUX NATIONAUX ET
INTERNATIONAUX D'UNE ÉCONOMIE
TRANSFORMATRICE »**

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales

Université Hassan II - Casablanca

5 et 6 JUIN 2020

Contexte

Les enjeux actuels de l'économie mondiale prennent une place de choix dans le débat économique sur la capacité de résilience de l'économie de marché face aux différents chocs économiques, politiques, écologiques et sociaux. En effet, nous assistons actuellement à une transformation dans l'échiquier international où les économies cherchent à développer de nouvelles stratégies pour assurer leur développement, tout en prenant en considération plusieurs difficultés que nous pouvons rappeler brièvement. D'abord, l'économie du marché se trouve incapable de résoudre ses problèmes financiers et monétaires créant ainsi un climat d'incertitude nuisible au développement (Martin Pierre, 2018). Ensuite, les tensions politiques affaiblissent de plus en plus le système démocratique de l'ONU et mènent plusieurs pays vers des tensions et conflits importants. A cela s'ajoute finalement un problème d'environnement caractérisé par l'extinction de masse rendant vulnérables l'écosystème et la biodiversité sur notre planète. Certaines espèces sont actuellement en déclin.

La particularité de l'ESS se manifeste par le fait qu'elle reste un secteur transversal et qu'elle intervient dans un ensemble de domaines différents liés les uns aux autres dans une approche systémique et globalisante. Par cette transversalité, l'ESS peut être transformatrice du modèle économique, qui connaît aujourd'hui ses limites.

En effet, les limites des modèles classiques de développement et la résistance du secteur de l'ESS aux crises économiques ont valu à ce dernier une reconnaissance croissante comme pilier important pour la création de la richesse, la lutte contre la pauvreté, la création d'emploi, la cohésion sociale et le développement durable des territoires.

L'ESS vise à concilier l'efficacité économique avec le respect des principes d'équité, de justice sociale et de protection de l'environnement. Elle permet également de mobiliser toutes les catégories sociales, les jeunes, les femmes, les entreprises de différents secteurs, ainsi que les territoires autour d'un développement intégré et pérenne.

L'entreprise d'économie sociale et solidaire est en constante évolution et varie en fonction des époques et des lieux. On peut comprendre ses variations à travers de multiples axes, mais le plus important est, sans doute, la tension entre sa dimension sociale et sa dimension économique

et qui s'exprime de plusieurs façons. Plus concrètement, l'ESS renvoie au champ principalement formé par les coopératives, les associations et les mutuelles, et plus récemment par les entreprises sociales. Pour sa composante coopérative et mutualiste, ce secteur compte, au niveau mondial, 2,6 millions d'entreprises d'intérêt collectif et regroupe un milliard de coopérateurs.

Face à ces enjeux sérieux, le Maroc se trouve impliqué, par le biais de la mondialisation, dans une dynamique internationale qui a des effets sur l'économie nationale. Effectivement, la balance commerciale du Maroc souffre d'un déficit chronique (Office de change, 2018), ainsi que d'une vulnérabilité sociale qui ne cesse de grimper. Nous rappelons dans ce sens que toute la littérature de l'économie du développement, abstraction faite de ces points de divergences théoriques voire même idéologiques, confirme que les chemins du développement du capitalisme ont toujours nécessité des actions correctives du système afin de le rendre plus résilient et flexible. L'économie sociale et solidaire se définit dans cette perspective et essaie de répondre aux enjeux actuels à travers la consolidation d'un écosystème qui non seulement donne des chances aux citoyens exclus et marginalisés par le système économique actuel, mais elle permet aussi l'accès à l'employabilité et à la création d'une valeur à la fois économique, sociale et sociétale.. Elle propose également aux États de nouvelles perspectives pour maintenir leurs souverainetés contre l'hégémonie des multinationales et des institutions supranationales.

Le modèle marocain de croissance donne des signes de faiblesse en vertu du dernier rapport de la Banque Mondiale (avril 2018). Sa viabilité est compromise par des obstacles qui pourraient, à différents niveaux, entraver la poursuite des progrès. Un modèle économique fondé sur la demande intérieure, en particulier l'investissement public, risque de ne pas produire de résultats en l'absence d'une forte augmentation des retombées positives des investissements et de la productivité.

Le chômage continue d'augmenter, il est passé de 9,9 % à 10,2 % en 2017 ; il touche plus particulièrement les jeunes (26,5 %), les personnes instruites (17,9 %) et les femmes (14,7 %), ce qui montre que l'économie n'a pas les capacités nécessaires pour générer une croissance inclusive. S'ajoute à ces indicateurs, un pourcentage qui reflète bien la gravité de la situation des jeunes Marocains, 70% des chômeurs restent sans emploi pendant plus d'un an, une proportion qui est encore plus élevée pour les personnes ayant suivi une formation supérieure.

Le manque d'inclusion et la persistance des facteurs de vulnérabilité restent les principaux défis que devrait surmonter l'économie marocaine. L'enjeu pour le pays reste d'investir dans le marché de l'innovation et en particulier l'environnement de l'innovation sociale.

Le Maroc dispose d'acquis importants en matière d'Economie Sociale et solidaire ; les premières coopératives ont été constituées au début des années vingt du siècle dernier. Depuis, leur nombre n'a cessé de se multiplier et de se diversifier jusqu'à dépasser le chiffre de 24.000 avec une présence de plus en plus importante des femmes (plus de 2.000 coopératives féminines). Les activités mutualistes et associatives prennent également une place significative dans l'émergence d'un véritable secteur de l'ESS dans notre pays. Les associations sont aux environs de 130.000 et plus de 63 mutuelles, elles couvrent essentiellement les employés du secteur public.

Pour accompagner cette dynamique, une première stratégie du secteur a démarré en 2010. Elle a permis l'opérationnalisation de plusieurs projets, portant sur l'aspect de la commercialisation, du renforcement et de l'harmonisation de l'action publique en faveur de l'économie sociale et solidaire, aussi bien au niveau national que régional. Elle a contribué à un développement territorial intégré fondé sur l'exploitation rationnelle et sur la valorisation des richesses et des potentialités locales. Une nouvelle stratégie (2020-2028) a pour objectif d'aboutir à un véritable changement d'échelle. Elle vise de doter le Maroc d'un cadre stratégique d'affirmation et de développement de l'ESS à travers un état des lieux bien documenté et une vision pour le secteur, qui va permettre d'augmenter la contribution de l'ESS dans le PIB.

Le Maroc a mis en place depuis 2005, grâce à l'INDH, une stratégie nationale permettant le renforcement des initiatives de l'ESS et qui a donné ses fruits. Actuellement, on peut estimer qu'il y a un potentiel de 1M de Micro entrepreneurs et 3M d'auto entrepreneurs. Le Maroc a pu largement réduire son taux de pauvreté (de 15,3% en 2001 à 8,9% en 2007 pour atteindre 4,8% en 2014), néanmoins, des inégalités persistent et notamment entre les différentes régions, les femmes sont les plus touchées, ce qui éloigne le Royaume du classement des ODD.

Dans ce sens, les spécialistes insistent sur le rôle majeur que devrait jouer la régionalisation avancée ainsi que le nouveau projet de loi-cadre sur l'ESS. Nous soulignons également que l'université Hassan II soutient aujourd'hui le projet d'un observatoire qui a pour objectif de répondre aux besoins des chercheurs en matière de données actualisées de ce secteur prometteur de développement.

Ce colloque se veut un chantier exploratoire de l'ESS, il donnera naissance à un débat constructif et épistémologique sur la nécessité de l'existence d'un tel secteur au Maroc ainsi que sur les différentes pratiques au niveau du management de la recherche scientifique et de l'enseignement de l'ESS.

Principaux axes du colloque (liste non exhaustive)

1. Les stratégies de développement du secteur
2. Trajectoires et effets transformationnels des Innovations Sociales
3. Innovations Sociales et transformation des territoires
4. Les enjeux des Innovations Sociales
5. L'accompagnement et financement de l'ESS
6. Les défis du management en ESS face à l'économie du marché
7. L'éducation et l'inclusion financière
8. La responsabilité sociale/sociétale des organisations (RSO)
9. Le développement durable, rôle des innovations sociales dans la transition énergétique
10. La performance des OESS, Organisation de l'Economie Sociales et Solidaires
11. Le capital humain et l'ESS, quels changements ?
12. L'inclusion et la transformation digitale des OESS
13. Impact Social de l'ESS sur le modèle économique
14. Marketing des OESS
15. L'ESS et Genre : les enjeux de l'égalité hommes femmes dans l'ESS
16. Diversité, inclusion des personnes en situation de handicap et des migrants
17. Un regard croisé sur les expériences internationales en ESS
18. Méthodologie, Épistémologie et spécificités de la recherche en ESS
19. L'enseignement de l'ESS dans le système universitaire actuel

Date à retenir :

Soumission des propositions de communication	31 mars 2020
Réponse du Comité scientifique aux auteurs.	30 avril 2020
Soumission des textes définitifs	15 mai 2020
Journées du colloque international	5 et 6 juin 2020

N.B : Le comité scientifique n'accepte aucune communication qui ne respecte pas les délais mentionnés sur le calendrier

Modalités de soumission des propositions de communication :

- Les auteurs intéressés sont priés d'envoyer leurs intentions de communications sous forme d'un résumé de 5000 caractères au maximum (espaces non compris).
- Les intentions de communication doivent préciser le titre de la communication, les auteurs, les enjeux du sujet, la problématique, la méthodologie de recherche et les principaux résultats. Elles peuvent être rédigées en français, ou en anglais. Les résumés sont à transmettre par e-mail à l'adresse suivante : **Cira.ess.fsjesac@gmail.com**
- La décision de l'acceptation définitive des communications retenues sera prononcée par le comité scientifique.
- Normes de rédaction Le texte d'une vingtaine de pages (y compris annexes et bibliographie), sera dactylographié sous format Word, caractères Times 12, format, A4, marges de 2,5cm, 1,5 ligne. Les titres suivent une numérotation simple de type : 1., 1.1., 1.1.1., etc.
- Les communications feront l'objet de publication dans les actes du colloque. Les meilleurs articles seront publiés dans un numéro spécial d'une Revue indexée. (Proposition RECMA)
- Publication : ouvrage collectif

Comité scientifique de Lecture :

Pr Abdellatif KOMAT, Pr Amina KCHIRID, Pr Alaoui MDAGHRI, Pr Faouzi MORJI, Pr Raja TEMNATI, Pr Yasmina BENNIS, Pr Adil CHERKAoui, Pr Lahcen BELAHCEN, Pr Salah KOUBAA, Pr Mohamed ELHAOUSS, Pr Fatima Zahra ALAMI, Pr Zakia BENHIDA, Pr Soumaya DLIMI, Pr Rachida JALLAL, Pr Salima DEBBAGH, Pr Ilham BOUGHABA, Pr Hasna MHARZI, Pr Mustapha KHARBACHI, Pr Touria AJAKAN, Pr Hafssa YERROU, Salima DEBAGH (FSJES-AC Université Hassan II Casablanca).

Pr Abdou Salam FALL (Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)), Dr Rokhaya CISSE(Niger), Pr Mahaman TIDIANI, Dr Abdourahmane Ndiaye, Pr Mahamet TIMERA, Pr Mohamed Karim KEFI, (ISTEC Paris), Pr Bertin Léopold KOUAYER (Paris Ouest Nanterre), Pr Zineb AOUNI (EM LYON), Pr Assadi DJAMCHID (ESC Dijon), Pr Diane-Gabrielle TREMBLAY (Université TÉLUQ), Pr Josiane STOELL RITZ (Université Haute Alsace), Pr Nadine RICHEZ-BATTESTI (Université d'Aix-Marseille, France, RIUESS), Pr Carole BRUNET (Université Paris 8), Pr Lotfi BENNOUR (Université Tunis Carthage), Pr Sonia BASSI (Université Tunis Carthage), Pr Jean BIBEAU (Sherbrooke),

Pr. Fatima ELKANDOUSSI (ENCG Agadir), Pr Aziz BENDOU (ENCG Agadir), Pr Saïd AHROUCH (ENCG Agadir), Pr. Houdaifa AMEZIANE (ENCG Tanger), Pr. Driss ASSI (FSJES Université Cadi Ayad), Pr Amina BENRAISS (FSJES Université Cadi Ayad), Pr. Moustapha HAMZAOUI (FSJES Université Abdelmalek Essaadi), Pr Abouziane DAABAJI (FSJES Université Moulay Ismail), Pr Abdellah EL BOUSSADI (ENCG Casablanca), Pr Asmae DIANI (FSJES Université Sidi Mohamed Ben Abdellah), Pr Manal ABOUBI (Université Mohamed V Rabat),

Comité d'organisation :

Pr Abdellatif KOMAT, Pr Amina KCHIRID, Pr Raja TEMNATI, Pr Yasmina BENNIS, Pr Zakia BENHIDA, Pr Adil CHERKAOUI, Pr Soumaya DLIMI, Pr Ilham BOUGHABA, Pr Mohamed ELHAOUSS, Fatima Zahra ALAMI, Pr Hasna MHARZI, Pr Touria AJAKAN, Pr Mustapha KHARBACHI, Pr Salah KOUBAA, Pr Lahcen BELAHCEN, Pr Rachida JALLAL, Pr Salima DEBAGH, Pr Hafssa YERROU, Pr Khadija LOURIDI, Pr Abouziane DAABAJI, Pr Abdellah EL BOUSSADI.

Partenaire institutionnel

- Ministère du Tourisme, Artisanat, Transport aérien et de l'Economie Sociale

Partenaires institutionnels potentiels

- Fondation OCP
- INDH, Initiative Nationale du Développement Humain
- CES, Conseil Economique Et Social
- Fondation Attijari Wafa Bank
- La préfecture de Hay Hassani
- AUF, Agence Universitaire de la Francophonie
- FMEF, Fondation Marocaine pour l'Education Financière
- Fondation Abdelkader BENSALAH
- Ambassade de France
- Office de Développement de la Coopération
- Agence de Développement Sociale
- Le Crédit Agricole
- Les banques participatives
- Les coopérations internationales
- Fédération Nationale du E-Commerce au Maroc
- Centre régional d'investissement
- Agence du développement du digital
- CGEM
- Fédération Nationale Des Associations De Microcrédit, FNAM
- Le Centre Mohammed VI de Soutien à la Microfinance Solidaire (CMS)
- ATTAWFIQ microfinance
- La Fondation ARDI
- Al AMANA micro-crédit
- ALBARAKA micro crédit
- Enabel - Agence belge de développement
- Capital Initiative
- Groupe SOS
- L'ordre des experts comptables

Avec la participation de

Le Réseau Interuniversitaire de l'ESS (RIUESS)
Le Réseau Africain de l'ESS (RAESS)
Le RIPESS-solidarité économie Europe
Le Réseau Marocain de l'ESS (REMESS)

Contact :

Email : Cira.ess.fsjesac@gmail.com

Tel : (212) 661 32 37 05